



La Mission d'intégration et de développement pour l'Afrique(MIDA) accuse le gouvernement d'avoir volé 6 milliards dans ses locaux.

La MIDA avait récolté d'énormes sommes d'argent auprès de ses souscripteurs. Mais elle s'était vue brusquement sceller le vendredi 19 avril 2018 par le préfet du Mfoundi. Il était alors reproché à ces « vendeurs d'illusion » l'exercice d'une activité illégale.

Le Gouvernement par la voix du ministre de communication le 26 avril dernier avait après perquisition des locaux du MIDA indiqué que les fonds retrouvés sur place, s'élevait à 3 milliards de FCFA. Une somme, dit-on, trois fois moins que celle collecté par MIDA auprès de 11 835 souscripteurs.

Le ministre Issa Tchiroma Bakary avait par la suite indiqué que les enquêtes se poursuivaient avec la participation des responsables de la MIDA, aux fins d'établir la destination de la somme manquante.

Interpellé le 18 avril dernier, le coordonnateur du MIDA Albert Cédric Foe Amougou réclame donc à l'Etat 6 milliards de FCFA. En effet, il déplore la disparition de fortes sommes d'argent saisis au cours de la perquisition « illégale » qui s'est effectuée dans les locaux de son organisation, sans autorisation.

L'hebdomadaire Kalara du 22 mai 2018 rapporte que le plaignant dénonce une détention arbitraire et a saisi avec ses collaborateurs détenus, le juge des libertés du tribunal de grande instance pour exiger leur libération immédiate.